



Europe centrale et États baltes

Environnement opérationnel

La poursuite de la mise en œuvre des directives de l'Union européenne sur l'asile figurera parmi les principales préoccupations des pays membres de l'Union européenne dans la région de l'Europe centrale et États baltes. Des efforts sont actuellement déployés pour intégrer la législation de Bruxelles en matière d'asile dans les cadres juridiques des États membres tout en maintenant les normes internationales applicables. L'UNHCR est étroitement associé au processus et suivra toutes les évolutions s'y rapportant, y compris celles qui verront le jour après l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne en janvier 2007.

Quelque 8 800 demandes d'asile ont été enregistrées dans la sous-région (sans compter la Turquie) au cours des six premiers mois de l'année 2006, ce qui représente une baisse de plus de 30 pour cent par rapport à la période correspondante de l'année 2005. Les neuf nouveaux États membres de l'Union européenne de la région ont reçu pas loin de 7 600 requêtes, soit 40 pour cent de moins qu'au premier semestre 2005. La Slovaquie, l'Estonie et Chypre figurent parmi les pays qui ont fait face à une diminution sensible (respectivement égale à 76 pour cent, 50 pour cent et 48 pour cent).

La chute actuelle des demandes d'asile dans la sous-région ne doit pas faire oublier qu'en raison de leur emplacement, aux frontières de l'Union européenne, les pays d'Europe centrale sont soumis à des pressions considérables, exercées par des mouvements migratoires plus amples. La nécessité d'un renforcement de la coopération et de la répartition des charges et des responsabilités entre les États membres de l'Union n'en est que plus pressante.

Bulgarie

Chypre

Estonie

Hongrie

Lettonie

Lituanie

Pologne

Roumanie

République slovaque

Slovénie

République tchèque

Turquie



Pologne. L'enseignement facilite l'intégration des enfants réfugiés dans leurs nouvelles communautés. UNHCR / M. Sunjic

nécessaire, sur le plan humain, financier et matériel, de la part des gouvernements concernés. Il veillera également à ce que les groupes issus de la société civile participent aux systèmes d'asile. Il est crucial que ces interventions stratégiques bénéficient de financements adéquats.

Opérations

Les opérations de l'UNHCR en Turquie sont décrites ci-après, dans un chapitre à part. Les paragraphes suivants traitent des opérations prévues dans les autres pays d'Europe centrale et dans les États baltes.

Accès aux systèmes et aux procédures d'asile

Pour veiller au respect du principe de non-refoulement, l'UNHCR s'attachera à assurer un suivi systématique et indépendant aux aéroports et aux autres points d'entrée situés sur les frontières terrestres et maritimes. Les gardes-frontières, le personnel des ONG, les juristes et les autres acteurs seront formés aux procédures adéquates.

Les demandeurs d'asile continueront de recevoir des informations pertinentes sur la protection, ayant notamment trait à la Convention de 1951, au règlement de Dublin II et aux directives de l'Union européenne. L'UNHCR fera également de son mieux pour veiller à ce que les éventuels placements en détention de demandeurs d'asile soient limités dans le temps et conformes au droit international. Le Haut Commissariat observera en outre les structures de détention, appellera au respect de ses propres principes directeurs en matière de détention et offrira une aide juridique aux demandeurs d'asile détenus.

Conditions d'accueil adéquates, conformes aux normes internationales

L'UNHCR déploiera tous les efforts possibles pour veiller à ce que les besoins – matériels, psychosociaux, juridiques ou de protection – des demandeurs d'asile soient pris en charge, tout en tenant compte de la diversité, des différences d'âge et de sexe et des besoins particuliers. Il mènera une action de sensibilisation au sujet de différentes questions, telles que la violence sexuelle et sexiste et le problème des enfants séparés de leur famille, auprès des pouvoirs publics, des ONG, des juristes et d'autres acteurs. Le Haut Commissariat incitera également les demandeurs d'asile à participer à la gestion et à l'exploitation des centres d'accueil.

Qualité des procédures de détermination du statut de réfugié

L'UNHCR militera en faveur d'une interprétation inclusive de la Convention de 1951 et tentera de garantir le respect des normes internationales lors de la transposition des directives de l'Union européenne en matière d'asile dans les législations nationales. Il observera les procédures de détermination du statut par des visites régulières dans les structures, par des vérifications inopinées et par l'examen des procédures, des entretiens et des fichiers.

Intégration effective des réfugiés reconnus comme tels

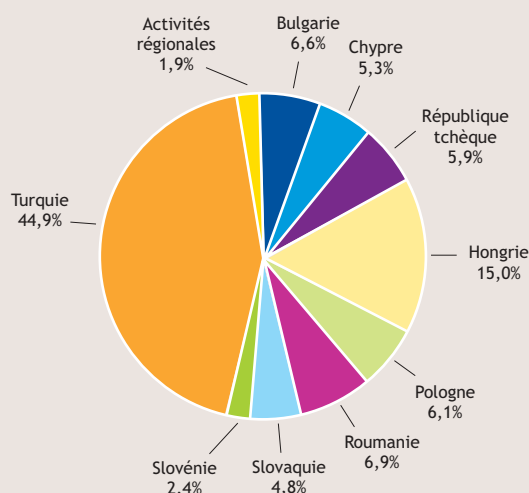
L'intégration sur place est toujours la principale solution durable pour les personnes réfugiées dans la région. Toutefois, les réfugiés reconnus comme tels qui tentent de s'intégrer dans leurs nouvelles communautés ont des difficultés à apprendre la langue du pays, à trouver un emploi, à se procurer un logement et à accéder aux services sociaux. Ces difficultés, communes à tous les réfugiés, ont été amplement mises en évidence lors d'une évaluation réalisée dans plusieurs pays par des équipes mixtes composées de représentants des pouvoirs publics, de différentes ONG et de l'UNHCR en 2005. Bien que le Haut Commissariat ne soit pas en mesure de résoudre tous les problèmes en rapport avec l'intégration, il n'en continuera pas moins d'encourager les autorités, les ONG et les réfugiés eux-mêmes à prendre des initiatives pour trouver des solutions concrètes.

Budget (dollars E.-U.)

Pays	Budget-programme annuel	
	2006	2007
Bulgarie	1 042 971	846 372
Chypre	838 791	710 813
Hongrie	2 364 094	2 060 516
Pologne	955 036	807 938
République tchèque	927 603	420 643
Roumanie	1 092 737	979 681
Slovaquie	762 151	496 666
Slovénie	380 121	194 000
Turquie	7 065 521	6 716 171
Activités régionales ¹	300 000	240 000
Total	15 729 025	13 472 800

¹ Inclut la promotion du droit des réfugiés.

Budget-programme annuel par pays en 2006



Budget-programme annuel par pays en 2007

